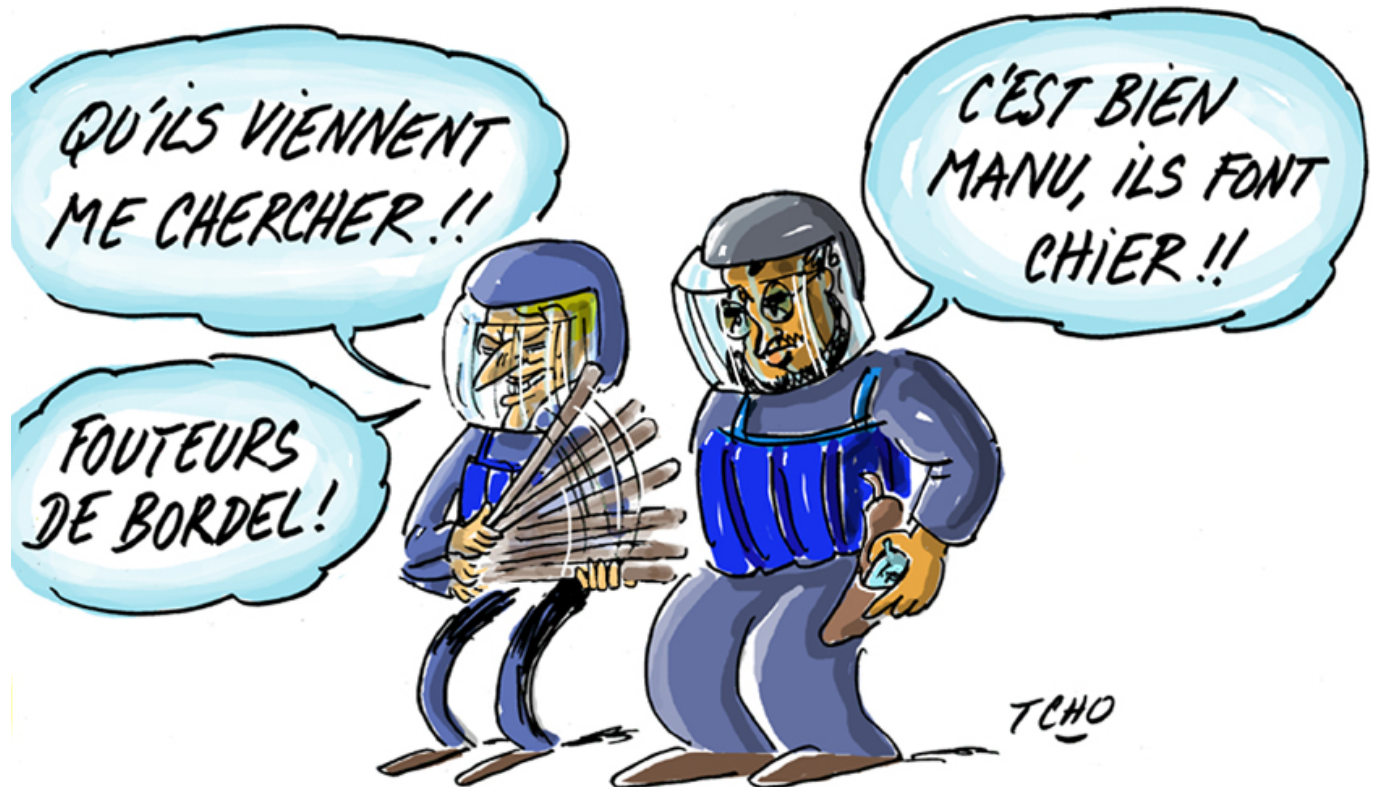


Macron s'enfonce et aggrave la crise

ILS ONT APPRIS LA LITTÉRATURE AVEC BRIZITTE



Macron persiste et signe. Mais ce faisant, il ne fait que s'enfoncer et aggraver la crise. Dans le monde entier, son image est ternie.

Cette affaire, avec une commission parlementaire présidée par une élue LaREM incompétente et des auditions biaisées, tourne au désastre. C'est le naufrage des institutions, tant **les blocages pour taire la vérité sont flagrants.**

Emmanuel Macron se dit fier d'avoir embauché Benalla et invective les journalistes, les accusant de dire n'importe quoi sur le salaire et avantages accordés au chargé de

mission.

“Tout cela était faux”, assène Pinocchio, après avoir fait applaudir Benalla en le couvrant d'éloges devant ses fans. Quel culot ! Mais ça ne passe pas.

Bien au contraire, **tout cela est vrai**. Ce ne sont pas les journalistes qui disent n'importe quoi, mais le président de la République qui se croit au dessus des lois parce que son statut le protège d'une audition devant le Parlement.

Tout d'abord, rappelons au président de notre **République exemplaire**, que lorsqu'un policier tabasse violemment un manifestant, il est aussitôt traité de brebis galeuse de la corporation, suspendu de ses fonctions et traduit devant l'IGS et devant la justice. Nul ne fait ses éloges.

Et on n'a jamais entendu une autorité déclarer : “Je suis fier de l'avoir embauché”.

Ensuite, tous les avantages dont a bénéficié Benalla, et qui ont été énumérés au cours des auditions, sont bien réels. Prétendre le contraire, c'est accuser les personnalités auditionnées de mensonge.

Le salaire reste inconnu, puisque le Directeur de cabinet a refusé de le donner, mais il est certainement plus proche de 10 000 euros que du Smic.

Le logement de fonction au palais de l'Alma, quai Branly, a bien été attribué à Benalla le 9 juillet, donc bien après la connaissance des violences du 1er mai par Emmanuel Macron. Il n'a pas eu le temps de l'occuper, ce qui ne veut pas dire qu'il n'avait pas de logement de fonction attribué ! Le récent changement d'adresse fiscale de Benalla, produite devant la commission sénatoriale, en témoigne. L'Elysée louvoie et noie le poisson.

La voiture de police suréquipée avec chauffeur, attribuée au

“M. Sécurité” de la présidence, n’est pas un mirage, elle est bien réelle et le Directeur de cabinet l’a confirmé lors de son audition devant les parlementaires.

L’autorisation de **port d’arme** a été confirmée par le préfet Delpuech, qui l’a délivrée lui-même. Benalla avait bien des fonctions de sécurité et de police.

L’habilitation “secret-défense” délivrée en juin 2017 est aussi une réalité, puisque la DGSI a confirmé cette information au journal Le Point.

Le badge d’accès à l’hémicycle a bien été délivré à Benalla. Information donnée par le vice-président de l’Assemblée nationale.

Le grade de Lieutenant-colonel de réserve dans la gendarmerie n’est pas une invention des journalistes. Cette nomination est assumée par le général Lizuray, Directeur général de la gendarmerie nationale.

Enfin, on apprend aujourd’hui que monsieur Benalla a été intégralement payé malgré sa “suspension avec perte de salaire”.

L’Elysée a trompé les députés et se raccroche aujourd’hui aux branches, en évoquant une “retenue sur les droits à congés” que Benalla aurait en reliquat.

En résumé, qui cherche à tromper l’opinion ? Les journalistes ou l’Elysée ?

Ce qui est certain, c’est que le pouvoir fait tout pour cacher la vérité au peuple.

D’ailleurs, le co-rapporteur de la commission d’enquête, le député LR Guillaume Larrivé, n’a pu obtenir l’audition de nouvelles personnalités, comme Benalla, Christophe Castaner ou Alexis Kohler, le secrétaire général de l’Elysée.

La présidente LaREM de la commission, a tout simplement refusé ces auditions supplémentaires devant les députés.

Contrairement au Sénat, où tout se passe bien et où les débats sont de haut niveau, la commission parlementaire tourne au fiasco.

« Les partis d'opposition dénoncent un « sabotage pratiqué sciemment » par la majorité parlementaire et la présidente de la commission des Lois, Yaël Braun-Pivet. »

Députés LFI et LR jettent l'éponge et claquent la porte.

Tout empire de jour en jour, pendant que le président se contente de dire que c'est une « tempête dans un verre d'eau ». Pitoyable.

« Nous sommes aujourd'hui dans une parodie de commission dont l'objectif est d'étouffer la vérité », commente quant à lui Eric Ciotti.

Car rien n'est clair. Et à propos de cette autorisation de participer en tant qu'observateur à une opération de police le 1er mai, **la police dit blanc et Benalla dit noir.**

Celui-ci règle ses comptes lors d'une interview auprès du journal Le Monde.

<http://www.leparisien.fr/politique/gspr-gibelin-l-interieur-quand-benalla-regle-ses-comptes-26-07-2018-7834332.php>

Qui ment ? Pourquoi refuser d'auditionner Benalla ?

Il est évident, et Eric Ciotti l'a encore dit lors de l'audition d'Alain Gibelin, qu'il y a volonté de la part du pouvoir de faire obstruction au travail des élus participant à cette commission parlementaire.

On note aussi une volonté de mouiller les services de police, afin d'exonérer au maximum l'état major élyséen de ses

responsabilités.

“Scandaleux, inadmissible, irresponsable, mascarade, farce, dérobade”, telles sont les réactions qui fusent sur les bancs de l’opposition.

Dans l’immédiat, la droite va déposer une motion de censure.

Sans grand dommage pour le pouvoir, évidemment, mais cela montre combien l’affaire Benalla, que l’Elysée tente de minimiser, a tout balayé sur son passage.

Oubliée la Coupe du monde de football, reportée la révision constitutionnelle.

Il y aura bien un avant et un après Benalla.

Emmanuel Macron, en marge d’un déplacement dans les Hautes-Pyrénées, vient de déclarer : **« L’affaire Benalla, je crois que c’est une tempête dans un verre d’eau »**. Il ne mesure même pas la gravité de la situation.

Mais cette tempête, à qui la faute ? A ceux qui ont voulu camoufler une bavure élyséenne passible des tribunaux. C’est une complicité coupable de l’Elysée.

Ce sont les mensonges et les non-dits de l’Elysée qui ont transformé un fait divers en affaire d’Etat. Ne renversons pas les responsabilités.

Les Français sont **choqués pour 80%** d’entre eux et ont le droit de savoir pourquoi leur président a couvert les violences de Benalla et continue de nier l’importance que le personnage avait acquise au cœur du pouvoir.

Car Benalla a la double nationalité franco-marocaine. Est-il normal que des binationaux assurent la sécurité du président français ?

Qu’en serait-il en cas de crise grave entre Rabat et Paris ?

Cette affaire est un summum d'opacité et aucune audition, à ce jour, n'a permis de dévoiler la vérité.

La double nationalité devrait être interdite pour tout ce qui touche à la sécurité nationale, et notamment l'entourage présidentiel.

Imagine-t-on un seul instant un responsable de la sécurité à la Maison Blanche, ayant la double nationalité russo-américaine ou américano-irakienne ?

La désinvolture de Macron, c'est tout simplement du mépris envers le peuple.

Il y a trop de contradictions dans cette affaire. Chaque audition, chaque interview, apporte son lot d'interrogations car on entend tout et son contraire.

Aux Etats-Unis, un parjure, c'est 5 ans de prison et la destitution pour un élu.

En France, le mensonge sous serment ne semble pas effrayer qui que ce soit !

C'est pitoyable et grave. Nous vivons dans une **république bananière**.

Cela n'a rien d'une « tempête dans un verre d'eau ». C'est au contraire la révélation de comportements malsains, sournois et contraires à toute éthique, au cœur même du pouvoir.

Après un tel désastre, un tel déferlement de mensonges, de contradictions, de non-dits, qui pourra encore croire un seul mot de la parole présidentielle ?

Cacher pendant près de 3 mois une bavure passible des tribunaux, c'est criminel.

En attendant, le chômage continue d'augmenter en France alors qu'il diminue partout en Europe. Nous avons le bonnet d'âne.

La magie Macron, que tous les journalistes nous vantaient encore il y a peu, semble avoir fait long feu.

Non seulement le chômage est remonté à 3,7 millions de personnes sans aucune activité, mais celui des jeunes repart à la hausse et le chômage longue durée explose.

Tous les indicateurs sont repassés au rouge ce printemps.

Et si on totalise les catégories A, B et C, on atteint les 6 millions de chômeurs.

Voilà un bien triste bilan présidentiel après 14 mois de pouvoir.

C'est un redressement économique qu'attendent les Français, pas les magouilles sournoises d'un quelconque cabinet de l'ombre.

Jacques Guillemain